

l'hôpital d'Orléans, un statut de CHU acquis de haute lutte

Article réservé aux abonnés

Après une mobilisation d'ampleur des élus locaux, l'hôpital du Loiret devient officiellement ce jeudi un centre hospitalier universitaire. Un statut qui doit lui permettre de renforcer ses effectifs dans un territoire marqué par un difficile accès aux soins.



Devant le CHU d'Orléans, dans le Loiret, le 20 septembre. (Cyril Zannettacci/Vu pour Libération)

par [Nathalie Raulin](#) et photo Cyril Zannettacci

publié le 11 octobre 2023 à 17h37

C'est la voyelle de l'espoir pour une région médicalement sous dotée. Ce jeudi 12 octobre, le Centre hospitalier régional d'Orléans s'enrichit officiellement du U, pour

«universitaire», promis par Jean Castex trois mois avant de quitter Matignon à un front transpartisan d'élus locaux chauffés à blanc. La Première ministre, Elisabeth Borne, fait le déplacement pour signer la convention «historique». De création de CHU, il n'a pas été question dans l'Hexagone depuis 1975. Les seuls territoires à avoir depuis décroché le sésame (Martinique, Guadeloupe et Réunion) l'ont dû à leur éloignement.

Difficile toutefois pour l'exécutif de surfer sur la «haute valeur symbolique» de l'évènement. La faute à un retard à l'allumage de neuf mois. Initialement prévue le 27 janvier, l'inauguration du CHU avait été repoussée sine die par la Première ministre : pas question pour elle de risquer que les huées des manifestants hostiles à sa réforme des retraites ne viennent gâcher la fête. Depuis lors, son agenda ne lui a pas laissé le loisir d'y revenir. L'appel national à la grève lancé par les syndicats de médecins libéraux à compter du 13 octobre la contraint aujourd'hui à accélérer la manœuvre. Histoire de pouvoir faire valoir sans parasitage l'effort consenti pour lutter contre les déserts médicaux.

C'est que la transformation du CHR d'Orléans en CHU ne doit plus rien à la volonté de moderniser le système hospitalier, fil rouge du mouvement de créations lancé par la loi Debré de 1958. En confiant à l'établissement, en plus de sa mission de soin, une mission d'enseignement et de recherche, l'exécutif vise un tout autre objectif : augmenter sensiblement la capacité de formation des étudiants en médecine sur un territoire confronté à de graves difficultés d'accès aux soins. Car qui dit CHU, dit possibilité d'attirer des professeurs d'universités-praticiens hospitaliers – les PU-PH – reconnus pour leur expertise clinique et la qualité de leur enseignement. Des recrues indispensables au fonctionnement du nouveau département de médecine ouvert en septembre 2022 par la faculté d'Orléans. Façon d'enclencher un cercle vertueux : plus d'étudiants en médecine à Orléans, c'est la certitude pour son centre hospitalier de disposer, enfin, d'un nombre suffisant d'internes pour faire tourner ses services. Mais aussi de davantage de généralistes susceptibles de poser leur plaque alentour. En clair, une chance de redynamiser le système de santé régional. Pour atteindre cet objectif, l'Etat ouvre grand les cordons de sa bourse. A terme, il devrait lui en coûter 4 à 5 millions d'euros par an rien qu'en rémunération du corps médical enseignant de la nouvelle fac de médecine.

Alerte rouge sur les effectifs dans cinq des six départements

En Centre-Val-de-Loire, le soulagement est général. *«Le réel l'a emporté sur une pensée technocratique complètement figée qui condamnait notre territoire»*, respire le président PS de la région, François Bonneau, artisan de cette victoire obtenue à l'arraché au terme d'un très long combat. Car la lutte pour le «U» ne date pas d'hier. *«Cela fait trente ans que je me bats pour ça*, insiste le sénateur PS du Loiret et ancien maire d'Orléans, Jean-Pierre Sueur. *J'ai assiégé tous les ministres de la Santé et de la Recherche qui se sont succédé. En 2009, j'avais même déposé un amendement en ce sens dans la loi Bachelot sur l'hôpital. Je me suis heurté à un refus systématique.»* Vu de Paris, la demande semble alors dénuée de fondement : en Centre-Val-de-Loire, il existe déjà un CHU et une faculté de médecine à Tours, ville distante d'une centaine de kilomètres d'Orléans. Aux yeux de la haute administration de la santé et de l'enseignement supérieur, nul besoin de doubler l'investissement public et de disperser un peu plus des PU-PH déjà contingentés. Sans compter que les Centres hospitalo-universitaires n'ont plus vraiment la cote au sommet de l'Etat. En 2018, la Cour des comptes indique qu'entre leur situation financière dégradée et leur taille critique insuffisante, ils peinent à assumer leur triple mission de soins, d'enseignement et de recherche. Mieux vaudrait selon les sages de la rue Cambon concentrer les moyens autour d'*«une dizaine de CHU à visibilité internationale»*... En Centre-Val-de-Loire, ce discours ne passe pas. *«J'ai fait trois campagnes sénatoriales en 2001, 2011 et 2017, ce qui à chaque fois m'a conduit à discuter avec les élus de 360 communes*, explique Jean-Pierre Sueur. *En 2001, leur préoccupation c'était l'emploi et la sécurité. A partir de 2011, le thème de la désertification médicale a commencé à monter. En 2017, on ne m'a plus parlé que santé et manque de médecins.»*

C'est que dans la région, la pénurie de généralistes s'aggrave d'année en année. Au point qu'en 2021, le Centre-Val-de-Loire ne compte plus que 350 médecins pour 100 000 habitants, la plus faible densité médicale de France (la moyenne nationale étant de 453), selon le Conseil national de l'ordre des médecins. Dans cinq des six départements, les voyants sont au rouge, voire au rouge vif en Indre et Eure-et-Loir, qui ne comptent plus que 270 médecins pour 100 000 habitants. Et le pire est à venir, nombre de praticiens approchant de l'âge de la retraite. Seul l'Indre-et-Loire, département le plus à l'ouest,

échappe au fléau (514 médecins pour 100 000 habitants). Tours, son chef-lieu, est en effet la seule ville de la région à héberger une faculté de médecine et un CHU : une fois leurs quatre ans d'internat en poche, quand ils ne filent pas vers le littoral atlantique, les carabins s'installent à proximité.



Le pôle de formation du CHU accueille notamment une salle de simulation avec patient-mannequin. (Cyril Zannettacci/Vu pour Libération)

Tensions entre la faculté de Tours et les élus

Pour les élus des départements limitrophes, ce tropisme tourangeau frise l'insupportable, et les années passent sans que rien ne vienne le contrecarrer. Les unes après les autres, les tentatives de mieux réguler l'installation des jeunes médecins échouent. Ni les incitations financières ni les dispositifs mis en œuvre par l'exécutif (création de maisons de santé professionnelles, centres de santé, aide à l'embauche d'assistants médicaux etc.) ne suffisent à restaurer un accès aux soins compromis dans le Berry, l'Orléanais et jusque dans le sud de la Touraine. Même les établissements de santé publics, ultime recours de la population en souffrance, sont gagnés par la gangrène. *«Dans la quasi-totalité des hôpitaux visités, la situation des professionnels de santé est apparue extrêmement*

critique, parfois à la limite de la rupture», cingle début 2019 un rapport du Ceser (Conseil économique, social et environnemental régional) Centre-Val-de-Loire, qui réclame *«l'extension du CHU de Tours au CHR d'Orléans»,* et donc la création d'une antenne de la faculté de médecine à Orléans. Former plus de médecins localement pour éviter la catastrophe ? Trois ans plus tard, les inspecteurs de l'Igas et de l'Enseignement supérieur, missionnés par Matignon pour définir les modalités de la création du CHU, en conviennent : *«Sans action spécifique pour augmenter la formation médicale, la densité médicale passerait (en Centre-Val-de-Loire) de 350 pour 100 000 habitants à 340 en 2035.»*

En mettant fin en 2017 au numerus clausus, Emmanuel Macron a ouvert la porte à la hausse des capacités de formation. Mais le doyen de la faculté de médecine de Tours, Patrice Diot, ne l'entend pas de cette oreille. Sous pression, il a consenti à porter de 255 à 300 le nombre d'étudiants acceptés en deuxième année mais a refusé d'exploiter la totalité des marges de manœuvre ouvertes par sa tutelle. Ce serait compromettre la qualité de la formation, argue-t-il. De quoi attiser l'incompréhension et la colère des élus de la région. *«On s'est constamment heurtés à l'ostracisme des responsables de l'université de Tours»,* fulmine Sueur.

A l'approche de la présidentielle, la pression monte. Lancée en novembre 2021 par un collectif de médecins et d'usagers, une pétition réclamant de porter à 500 le nombre d'étudiants en médecine en Centre-Val-de-Loire récolte en quelques semaines près de 12 000 signatures, dont celle du président de région, François Bonneau, qui a battu le rappel de tous les groupes politiques. *«Le Ceser nous avait remis un rapport concluant à la double nécessité de créer un CHU et une faculté de médecine à Orléans, se souvient-il. J'ai contacté les élus de tous bords pour qu'on transforme ce travail en appel transpartisan au Premier ministre.»* Le succès est immédiat : le texte recueille le soutien de plusieurs dizaines de poids lourds, députés, maires, présidents de conseils départementaux, et même de Marc Fesneau, conseiller régional Modem, alors ministre des Relations avec le Parlement. Le 14 janvier 2022, quand la missive atterrit sur son bureau, Castex décroche son téléphone. *«On est restés trois quarts d'heure en ligne, dit Bonneau. Il était impressionné par l'ampleur de la mobilisation. Il m'a dit qu'il allait annoncer quelque chose.»*

Un «plan Zagreb» pour contourner le problème

Mais, sur le terrain, certains ne se bercent plus de promesses. Le 26 janvier, le maire LR d'Orléans, Serge Grouard, dévoile son intention de créer dans sa ville une antenne de la faculté de médecine de Zagreb. Objectif affiché : permettre, moyennant 12 000 euros, à des étudiants des alentours de suivre en distanciel les cours de l'université croate puis d'effectuer leurs stages pratiques dans les établissements de santé d'Orléans et des environs. Dans le Loiret, le manque de médecins est si critique que ce projet de contournement de la filière universitaire française recueille bon nombre de soutiens politiques : même Stéphanie Rist, députée LREM et conseillère municipale d'opposition, approuve. Pris au dépourvu, François Bonneau enrage. *«Ça a failli tout faire capoter»*, fulmine le président de région, qui invite aussitôt Castex à ne pas tenir compte de cette initiative *«périphérique»* : *«Zagreb ce n'était pas mon ballon, c'était socialement compliqué et pas la bonne réponse à notre problème.»*

En réalité, Matignon est dos au mur : cette fois, ne pas accéder à la démarche collective des élus, c'est paraître cautionner la privatisation rampante de l'enseignement supérieur dans un domaine – la santé – ultrasensible aux yeux de l'opinion publique. Politiquement risqué, à trois mois de l'échéance présidentielle. *«Ça a fait basculer la réflexion»*, admet un ancien collaborateur de l'ex-Premier ministre. Pour étouffer dans l'œuf le projet du maire d'Orléans, Castex décide de *«taper fort»*, quitte à *«bousculer l'écosystème»*, les ministères de la Santé et de l'Enseignement supérieur campant sur leur refus. Le 22 février, il l'annonce aux quinze élus de la région venus aux nouvelles : feu vert est donné à la transformation du CHR en CHU et à la création d'un site universitaire d'enseignement de la médecine à Orléans. A charge pour une mission ad hoc d'en arrêter les modalités opérationnelles avant la présidentielle.

«D'un coup, les choses se sont accélérées, s'enthousiasme Eric Blond, président de la faculté d'Orléans. On a réussi à ouvrir un Pass [Parcours accès santé spécifique, ndlr] à Orléans dès la rentrée de septembre 2022, en organisant des cours en distanciel avec Tours. On a accepté une centaine d'étudiants en première année, dont les trois quarts étaient originaires de la région, et notamment du Loiret. D'ici cinq ans, on table sur des promotions de 200.» La filière Zagreb, que le maire d'Orléans a malgré tout mise en place, n'a attiré que 16 étudiants...

Pour asseoir leur victoire, la faculté et le centre hospitalier d'Orléans travaillent depuis d'arrache-pied au recrutement de leur propre corps enseignant. *«Au départ ça n'a pas été*

simple, reconnaît Eric Blond. Dans les milieux médicaux, personne ne croyait qu'on arriverait à mettre le Pass en place dès la rentrée 2022. On avait huit mois devant nous, alors que recruter un PU-PH prend normalement deux ans.» L'incrédulité dissipée, les candidatures ont suivi. *«On embauché 5 PU-PH et 10 chefs de clinique, poursuit le président de la faculté. On va continuer sur les cinq prochaines années, jusqu'à disposer de 25 PU-PH et 21 chefs de clinique.»* Usés par le sous-effectif chronique, les soignants du centre hospitalier d'Orléans reprennent eux aussi confiance. *«Ces profs qui arrivent, ça redonne de l'attractivité à l'hôpital et du dynamisme aux équipes»,* se réjouit la députée Stéphanie Rist, qui y conserve une consultation de rhumatologie.

Reste qu'en Centre-Val-de-Loire, l'amélioration de la situation sanitaire n'est pas pour demain. *«Il va falloir cinq ans pour que le U produise ses premiers effets, admet le président de l'université. On aura alors notre première promotion d'internes à envoyer dans les hôpitaux de la région. Mais il faudra cinq ans de plus pour que les premiers jeunes s'installent.»* Pour la population, la sortie du purgatoire n'est pas pour tout de suite.